

La stabilisation du dollar canadien à une valeur inférieure par rapport aux monnaies étrangères et les nouvelles restrictions, imposées dans le deuxième trimestre de 1962, sur les achats admis en franchise des Canadiens à l'étranger ont contribué largement à résorber le déficit. A ces paiements nets sont venus s'ajouter les déficits aux rubriques suivantes: transport des marchandises (90 millions); héritages et transferts des migrants (39 millions); paiements au titre de transactions officielles et remises privées, services commerciaux et revenus divers (419 millions). Parmi les dépenses de l'État se rangent les contributions officielles au montant de 32 millions, comparativement à 56 millions l'année précédente. En contre-partie des dépenses de 1962 vient un montant de 155 millions, représentant la production d'or destinée à l'exportation.

La répartition de la balance canadienne des paiements a revêtu le même caractère bilatéral qu'en 1962; un excédent sur les transactions avec les pays d'outre-mer a comblé partiellement un déficit, quatre fois plus grand en termes absolus, avec les États-Unis. Toutefois, comme ce déficit, qui s'est résorbé de 1,386 à 1,116 millions, a baissé plus que l'excédent avec les pays d'outre-mer, qui est passé de 404 à 268 millions, la différence a permis de réduire l'impasse globale de 982 à 848 millions. En dollars courants, le déficit de 1962 avec les États-Unis a été à peu près égal à celui de 1958 et a dépassé de beaucoup tous les déficits antérieurs à 1956. L'excédent courant avec la Grande-Bretagne a continué de s'élargir en 1962, passant de 26 à 213 millions, alors que le fort excédent avec les autres pays d'outre-mer en 1961 a fléchi des trois-quarts pour s'établir à 55 millions.

Mouvements de capitaux.—En 1962, le Canada a continué de puiser abondamment aux ressources matérielles et financières des autres pays du monde. Le schéma de la balance canadienne des paiements internationaux pour l'année, dressé d'après les mouvements de capitaux et le déficit des opérations courantes, se compare dans l'ensemble à celui de 1961. La crise du change du début de l'été ainsi que les conséquences des mesures de redressement adoptées et des autres événements qui se sont déroulés au cours de l'année ont tous exercé une influence sur le résultat final de 1962. Les mouvements de capitaux investis à long terme, y compris les mises de fonds directes, les actions et obligations de portefeuille, les emprunts des administrations publiques et autres placements à longue échéance se sont élevés à 693 millions en 1962, comparativement à 790 millions l'année précédente. Les déficits des opérations courantes de 1962 et de 1961 ont été financés par des emprunts à long terme dans la proportion de 82 et de 80 p. 100, respectivement. En 1955, 1959 et 1960, les proportions ont été plus faibles, mais se sont établies en moyenne à environ 94 p. 100 pour l'ensemble de la période d'après-guerre.

L'entrée nette au Canada de capitaux d'investissement direct dans des entreprises d'obédience étrangère en 1962, qui est évaluée à 525 millions, soit quelque 10 millions de plus qu'en 1961, n'a été dépassée que dans trois années antérieures de l'après-guerre, soit en 1956, 1959 et 1960. Une proportion exceptionnellement élevée de ces capitaux, peut-être même le tiers du mouvement en 1962, a été affectée à l'acquisition de fonds de commerce ou de participations, de même qu'aux opérations de réorganisation de sociétés. Environ 60 p. 100 de l'afflux de capitaux d'investissement direct en 1962 sont venus des États-Unis, le reste étant partagé à peu près également entre la Grande-Bretagne et les autres pays d'outre-mer. Les investissements directs de capitaux canadiens à l'étranger seraient de l'ordre de 100 millions, soit 20 millions de plus que le total de 1961.

La crise du change du milieu de l'année et la réapparition du gouvernement du Canada, pour la première fois depuis 1950, comme emprunteur sur le marché des capitaux des États-Unis, pendant le dernier trimestre, font que les transactions en actions et obligations de 1962 entre le Canada et les autres pays présentent un intérêt inaccoutumé. Les